

Épreuve 2 (Niveau supérieur)

Transcriptions

Texte A

Journaliste : Le bébé qui pousse son premier cri en 1750 n'a que 25 ans d'espérance de vie. En 1910, c'est le double : 49 ans. 1960, on peut espérer vivre 68 ans. La perspective aujourd'hui est de 82 ans et la courbe va, paraît-il, poursuivre sa course au point que ce scientifique affirme, sans sourciller, que l'homme qui vivra mille ans est peut-être déjà né.

Laurent Alexandre, auteur de *La mort de la mort* : Il est possible que les enfants qui naissent aujourd'hui, et qui auront à peine 90 ans au début du prochain siècle, bénéficieront de technologies tellement extraordinaires qu'ils pourraient déjà atteindre des espérances de vie très longues.

Journaliste : Ces technologies n'existent pas encore, mais les bases sont posées. Comme ces drôles de ciseaux, à l'échelle moléculaire, capables de couper une partie de notre ADN. Le morceau porteur d'anomalies peut être ainsi supprimé, l'ADN réparé. Plonger au cœur de nos organes pour les restaurer, cette science-fiction-là devient réalité. Prendre des cellules d'un patient, les mettre en culture et les réinjecter par exemple sur un cœur abîmé après un infarctus, la médecine sait déjà faire. Alors jusqu'où ira-t-on ? Le corps maintenu en vie 200, 300 ans, voire 1000 ans, la science y travaille, mais les humains, eux, en ont-ils envie ?

Étudiante 1 : 100 ans, déjà ça me paraît, ça me paraît déjà une très, très longue vie. On risque de s'ennuyer, on risque de tourner en rond, de, je ne sais pas, de déprimer.

Étudiante 2 : Là, on se dit, il faut qu'on fasse plein de choses avant de mourir, justement, et de se dire qu'on ne pourra jamais mourir, ça enlève tout, enfin toute la motivation qu'on a de vivre, je trouve.

Journaliste : À l'unanimité, les étudiants interrogés devant cette faculté ne veulent pas vivre plus de 100 ans et ça ne surprend pas la philosophe.

Adèle Van Reeth, philosophe, chroniqueuse France Culture : Vivre 1000 ans, c'est comme vivre dans l'éternité. Et je me demande si, vivre dans l'éternité, est-ce que ça enlève pas, et que ça substitue pas à l'angoisse de mourir, l'ennui de vivre en fait, parce qu'il n'y a plus de but.

Journaliste : Le scientifique y croit, mais il se veut rassurant aussi. La vie humaine va s'allonger progressivement, pour l'instant au rythme de trois mois par an.

Texte B

Première partie

Journaliste : À tous nos auditeurs, bonjour et bienvenus à notre débat d'aujourd'hui. Je suis François Maillot, politologue et modérateur de ce débat, ensemble avec nos trois invités : Catherine Leclerc, Responsable de l'Environnement pour le gouvernement ; Julien Desforges, universitaire et maître de conférences ; et Anne Rieu, juriste auprès de l'organisation Greenpeace France.

Après le crime d'écocide, un nouveau débat agite le cercle des juristes en droit de l'environnement : l'inscription de la protection de l'environnement dans l'article 1 de la Constitution. Servirait-elle à quelque chose ?

Le nouveau projet de loi prévoit d'insérer à l'article premier de la Constitution la phrase : « La République française garantit la préservation de la biodiversité et de l'environnement et lutte contre le dérèglement climatique. »

Journaliste : Je voudrais dire tout au début, que cette modification n'aurait pas d'effet immédiat. On ne pourra pas passer directement à des interventions concrètes, parce que l'article premier est celui qui définit l'identité de la République. Donc, cela veut dire que, politiquement, ça fait partie des valeurs affichées par la République. Vos observations, Catherine Leclerc ?

Catherine Leclerc : Oui, certes, et il faut bien tenir en compte que le verbe « garantir » est un verbe fort qui crée une obligation de résultat. Alors, on se doit de demander : ça oblige qui ? Personne, parce que la République n'est pas un individu. Il n'y a pas de personnalité qui porte l'obligation. C'est quand même une vraie difficulté.

Journaliste : Et qu'en pensez-vous, Anne Rieu ?

Anne Rieu : J'ajouterais que l'expression « dérèglement climatique » n'est pas encore explicitement énoncée dans le texte de la Constitution. Aujourd'hui, cette absence d'explicitation crée un flou juridique. De quels dérèglements spécifiques s'agirait-il ?

Journaliste : Julien Desforges ?

Julien Desforges : Il me semble évident pour tout le monde que lorsque l'on parle d'environnement, on parle de climat. Je fais partie de cette communauté académique qui considère qu'on ne doit pas séparer les questions de biodiversité et de climat. Je préfère qu'on passe à l'action, plutôt que de débattre éternellement les différents problèmes environnementaux.

Journaliste : Et Catherine Leclerc ?

Catherine Leclerc : Là-dessus, je suis d'accord. Compte tenu de l'ampleur de la crise écologique, on devrait dépasser ce stade et commencer à rentrer dans du concret. Je pense qu'avant 2030, on a plutôt besoin d'actions urgentes. Vous êtes d'accord, Anne ?

Anne Rieu : Pour Greenpeace et pour ma part, je le pense aussi. Mais même si cette modification constitutionnelle se faisait, ce n'est pas ça qui empêcherait toutes les atteintes à l'environnement qu'on autorise en France.

Deuxième partie

Journaliste : Revenons à Catherine Leclerc.

Catherine Leclerc : Un moment quand même ! Je répondrai d'abord à Julien, en précisant que ce n'est pas que du symbole. Il faut s'adresser aux ambiguïtés juridiques qui pourraient bien compliquer les choses, avant de s'engager dans des actions trop hâtives. Inscrire de façon explicite au cœur de la Constitution la lutte contre le dérèglement climatique pourra forcer le législateur à se poser toujours la question de comment faire appliquer cette nouvelle proposition. De ce point de vue-là, c'est vertueux. Vous ne pensez pas, Anne ?

Anne Rieu : Si, c'est vrai. Évidemment, ce n'est pas ça qui va changer la face du monde, mais c'est une manière importante d'entraîner des politiques de transition, notamment de donner un coup de frein aux grands projets polluants, autorisés par certains préfets, et donc de l'État.

Journaliste : Alors, actions urgentes, ou politique vertueuse ? Parmi les spécialistes, l'intégration de la protection de l'environnement dans la Constitution pose toujours des problèmes, comme on vient de l'entendre. On entre dans le vif de ces questions, après une petite pause publicitaire.

Texte C

Première partie

Ce que je vais vous raconter, ça se passe au cœur de l'Europe occidentale. La Belgique pourrait éclater – disparaître. Pourquoi ? À cause d'une fracture croissante entre les deux grands groupes linguistiques qui font la population – les Flamands et les Wallons qui sont les Francophones. L'enjeu est majeur, puisque – je vous le rappelle – la Belgique, c'est le cœur politique de l'Union Européenne.

Située dans l'ouest de l'Europe, la Belgique possède des frontières communes avec la France, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Grand-Duché du Luxembourg. Sa capitale est Bruxelles – un pays au confluent de deux civilisations. En Belgique, se rencontrent la civilisation latine qui inclut notamment les peuples parlant le français, et la civilisation germanique qui inclut les peuples parlant l'allemand et le néerlandais, la langue parlée aux Pays-Bas.

59% des Belges ont pour langue maternelle le néerlandais, qu'on appelle en Belgique le flamand. 40% ont pour langue maternelle le français et 1% l'allemand. Ces trois langues sont aujourd'hui, les langues officielles en Belgique.

Mais, comme au Canada, en Belgique la vie politique a beaucoup été influencée par un conflit linguistique – un conflit linguistique qui met aux prises les Flamands et les Francophones.

Retournons en 1830. Le territoire qui constitue aujourd'hui la Royaume de Belgique se sépare des Pays-Bas. Déjà, à l'époque, une majorité des Belges s'expriment dans des patois venant du flamand. Cette domination est d'autant plus fortement ressentie que Bruxelles, la capitale de la Belgique, jusqu'alors majoritairement de langue flamande, se francise de plus en plus.

Deuxième partie

Alors, comment réagit la Belgique ?

Pour survivre, la Belgique décide de se réformer. On va réorganiser le territoire, redistribuer les pouvoirs, et on va transformer la Belgique en fédération.

Voici aujourd'hui ce que ça donne. Au sud du pays, on a créé ce qu'on appelle la région wallonne. En Wallonie, la seule langue officielle est le français. La Wallonie représente 55% du territoire belge. Au Nord a été créé ce qu'on appelle la région flamande. En Flandre, la seule langue officielle y est le flamand. La Flandre constitue 44% du territoire belge. Enclavée dans la région flamande se trouve la région de Bruxelles-capitale. À Bruxelles, même si la majorité des habitants ont pour langue maternelle le français, il y a deux langues officielles : le français et le flamand. En termes de population, 58% de la population se trouve en Flandre, 32% en Wallonie, et 10% dans la région de Bruxelles-capitale.

Or, beaucoup de Flamands trouvent cette réforme compliquée et même nuisible à leurs intérêts. C'est que, depuis le début des années cinquante, il y a une renaissance économique et la Flandre, alors que la Wallonie, elle, décline. Dans ce contexte, les Wallons tiennent le mordicus à l'existence d'un état fédéral fort qui redistribue la richesse. Les Flamands, eux, rechignent à payer pour les Wallons, et veulent réduire le rôle de l'État belge. La querelle sur cette question ne cesse de s'aggraver. La discorde vient d'une énième proposition de réformer de nouveau la Belgique. Les partis flamands souhaitent diminuer le rôle de l'état central, de l'état fédéral, alors que les partis wallons, eux, veulent renforcer le rôle de l'état central. Le tout a dégénéré en crise politique qui menace l'avenir du pays, de la Belgique.

Entendons-nous. La Belgique n'est pas aux bords de la guerre civile. Ça n'a rien à voir avec les fractures majeures qu'ont connu l'ex-Yougoslavie, ou l'Irlande. Mais Bruxelles, le noyau du conflit belge, est aussi la capitale de l'Union européenne.